



OBSERVATOIRE DE LA FACULTÉ D'ÉCONOMIE DE MONTPELLIER

LE JOURNAL

SOMMAIRE:

-TOUS DES ROBOTS ? L'UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DANS LE MILIEU ACADÉMIQUE : OUTIL OU MENACE POUR L'ÉDUCATION ?

-DES OPPORTUNITÉS FINANCIÈRES POUR TOUS: PROMESSES ET LIMITES

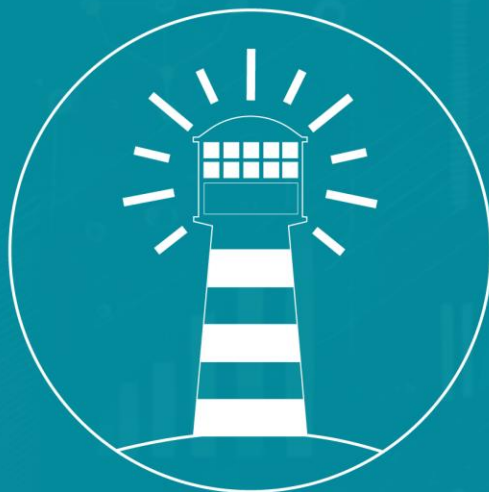
-QUANTITATIVE TIGHTENING : LA FIN DE L'ARGENT "FACILE" ?

-DILEMME,TRILEMME:
L'HÉRITAGE DE KARL POLANYI ET SA PLACE DANS LES ANALYSES DE DANI RODRIK SUR LA MONDIALISATION.

-LE RÔLE DES MARCHÉS DE CAPITAUX DANS LA DURABILITÉ : FOCUS SUR LE ROYAUME-UNI ET LES ÉTATS-UNIS.

-LE CAS DES BARRAGES HYDRAULIQUES: ENTRE LIMITES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES.

-LE DOSSIER:
LA SEMAINE DE 4 JOURS : UN LEVIER ÉCONOMIQUE POUR UNE PRODUCTIVITÉ ET UN BIEN-ÊTRE ACCRU ?



LE MOT DES FONDATEURS DE L'OBSERVATOIRE DE LA FACULTÉ D'ÉCONOMIE DE MONTPELLIER:

Chères étudiantes, chers étudiants,

C'est avec une grande émotion que nous vous présentons cette deuxième édition du journal de l'Observatoire de la Faculté d'Économie de Montpellier (OFEM). Ce projet nous a tenu à cœur pendant deux belles années, et il est maintenant temps de passer le flambeau. Cette édition marque la fin d'un chapitre pour nous, mais ouvre la voie à la continuité et au renouveau.

Nous souhaitons adresser nos sincères remerciements aux services administratifs de la faculté, aux enseignant·e·s-chercheur·e·s, aux étudiant·e·s qui ont écrit avec nous ceux deux premières éditions, ainsi qu'à toutes celles et ceux qui nous ont soutenus tout au long de cette aventure. Leur accompagnement a été essentiel à la réussite de ce projet, et nous espérons que l'association pourra continuer à bénéficier de leur précieuse collaboration pour les éditions et initiatives à venir.

Le journal que vous tenez entre vos mains incarne notre engagement à offrir un contenu rigoureux et de qualité, à la hauteur des attentes de notre faculté. Au-delà de ces pages, nous avons aussi à cœur d'organiser des tables rondes, des conférences, des podcasts et des vidéos, afin de toucher un public toujours plus large et engagé.

Nous vous invitons à imaginer les prochaines éditions avec nous, à participer activement à la vie de l'association et à contribuer à la création de ces espaces d'échange intellectuel. Que vous soyez passionné·e par l'écriture, l'organisation d'événements ou la production audiovisuelle, votre énergie et vos idées seront précieuses pour bâtir ensemble l'avenir de l'OFEM.

REJOIGNEZ-NOUS ET, ENSEMBLE, DONNONS VIE À UNE ASSOCIATION QUI PERDURERA AU SEIN DE NOTRE FACULTÉ !

Amicalement,

Guilhem Vern et Yannick Pastor, fondateurs de l'OFEM.

TOUS DES ROBOTS ? L'UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DANS LE MILIEU ACADÉMIQUE : OUTILS OU MENACE POUR L'ÉDUCATION ?

Sarah MOHAMEDFETI

« L'intelligence artificielle est la science et l'ingénierie de la fabrication de machines intelligentes » (John McCarthy).

L'intelligence artificielle (IA) fait référence au domaine de l'informatique et de l'ingénierie qui se concentre sur la création de machines et de systèmes capables d'accomplir des tâches nécessitant généralement l'intelligence humaine. Ces tâches incluent l'apprentissage, le raisonnement, la résolution de problèmes, la perception, la compréhension du langage et l'interaction.

L'IA englobe une variété de techniques et d'approches, telles que l'apprentissage automatique, les réseaux neuronaux, le traitement du langage naturel et la robotique, visant à construire des systèmes capables de fonctionner de manière autonome et adaptative dans des environnements complexes.

Histoire de l'intelligence artificielle

Selon un article de l'International Business Machines Corporation, l'histoire de l'intelligence artificielle remonte à plusieurs décennies, bien avant l'avènement des ordinateurs modernes. Le concept d'une machine capable de penser à la place de l'homme trouve ses racines dans la Grèce antique, mais c'est seulement avec le développement de l'informatique au XXe siècle que ce rêve commence à se concrétiser. Plusieurs événements marquants ont jalonné cette évolution.

En 1950, Alan Turing, mathématicien et cryptanalyste britannique, publie son article fondateur "**Computing Machinery and Intelligence**". C'est dans cet article qu'il propose le célèbre "**test de Turing**", destiné à déterminer si une machine peut imiter l'intelligence humaine à travers des échanges textuels avec un interrogateur humain. Bien que ce test ait été largement débattu, il reste un jalon important dans l'histoire de l'IA et dans la philosophie de l'intelligence.

En 1956, lors de la conférence du Dartmouth College, le terme "**intelligence artificielle**" est officiellement créé par John McCarthy, un des pionniers du domaine. Lors de cette même conférence, Allen Newell, J.C. Shaw et Herbert Simon présentent le **Logic Theorist**, premier programme d'IA capable de prouver des théorèmes mathématiques. Ce programme marque le début des premières tentatives sérieuses de simuler des processus de pensée humains.

Le développement des réseaux neuronaux a également marqué un tournant décisif dans les années 1960. En 1967, Frank Rosenblatt met au point le **Mark 1 Perceptron**, premier ordinateur basé sur un réseau neuronal capable d'apprendre à travers des essais et des erreurs. Bien que les premiers travaux sur les réseaux neuronaux aient rencontré des obstacles, notamment avec la publication en 1969 de l'ouvrage "**Perceptrons**" de Marvin Minsky et Seymour Papert, ces recherches ont jeté les bases des avancées modernes dans l'apprentissage automatique.

Les années 1990 et 2000 voient des progrès notables avec des programmes d'IA capables de battre des humains dans des jeux complexes. En 1997, l'ordinateur **Deep Blue** d'IBM bat Garry Kasparov, champion du monde d'échecs. Cette victoire illustre le potentiel de l'IA pour surpasser l'intelligence humaine dans certains domaines.

Plus récemment, 2020 les avancées en **IA générative** ont fait des vagues, notamment avec des modèles de langage comme **ChatGPT** qui sont capables de traiter et de générer des textes de manière autonome. Ces nouveaux systèmes, basés sur des réseaux neuronaux profonds, permettent de comprendre et de manipuler des quantités massives de données, et ouvrent la voie à des applications innovantes dans divers domaines, de la recherche académique à la création artistique.

De nos jours, on distingue l'IA faible, qui accomplit des tâches spécifiques comme les assistants virtuels (Siri, Alexa), de l'IA forte, encore théorique, qui viserait à reproduire ou dépasser l'intelligence humaine dans son ensemble.

Après avoir exploré les origines et les grandes étapes de l'IA, intéressons-nous à une de ses applications phares : ChatGPT, un outil en plein essor dans le milieu académique.

Dans cet article, nous nous intéressons à l'IA étroite en prenant l'exemple de Chat gpt, voir ce qu'elle apporte au quotidien dans le monde académique. Une définition brève de ce qu'est chatGPT, c'est un service basé sur l'intelligence artificielle auquel les individus peuvent accéder via Internet. Ce service a été développé par OpenAI.

Generative Pre-Trained Transformer (GPT) signifie "Transformateur Génératif Pré-entraîné". C'est un modèle d'IA entraîné sur de grandes quantités de texte pour générer des phrases fluides et cohérentes. Il est pré-entraîné sur des données variées, comme des livres et des articles, et peut ensuite répondre à des questions ou écrire des textes en s'appuyant sur ce qu'il a "appris".

L'utilisation de chat GPT dans le milieu académique

Dans un document scientifique publié produit par Lobet et al., en 2023, les auteurs se sont intéressés à l'utilisation de ChatGPT par des étudiants inscrits en première année d'études à l'université de Namur (Belgique). Au total, 6 facultés et plusieurs disciplines ont été visées : l'informatique, le droit, la médecine, les Sciences, les Sciences Économiques, les Sciences sociales et de gestion ainsi que philosophie et lettres. L'enquête s'est déroulée du 1er février 2023 au 8 mars 2023. Un questionnaire comprenant quatre parties et 21 questions a été administré en ligne, accessible grâce à un QR code. Certaines questions visaient à identifier le public cible, tandis qu'une partie portait sur le type d'IA utilisé dans le cadre académique. Selon les réponses données à la partie 2, les étudiants étaient orientés vers un embranchement particulier. Pour ceux qui avaient déclaré utiliser ChatGPT, des questions étaient posées sur la fréquence d'utilisation, les raisons de son usage, les avantages perçus, ainsi que sur la qualité des réponses fournies par l'assistant virtuel et dans une quatrième partie à noter les réponses.

Au total, 1 233 étudiants ont été interrogés, avec une prédominance d'étudiants inscrits en faculté de médecine (341). Les résultats de la deuxième partie de l'enquête montrent que 67 % des répondants utilisent Google Translate et 13 % utilisent ChatGPT dans le cadre de leurs études. Parmi ceux ayant utilisé ChatGPT, 47 % ont rapporté l'avoir utilisé jusqu'à environ 5 fois, et 27 % jusqu'à 10 fois. ChatGPT était majoritairement utilisé pour rechercher la définition d'un mot (65 %), pour la compréhension d'un cours (51 %), pour illustrer un concept (46 %) et pour résoudre un exercice (34 %). Les matières dans lesquelles le Chatbot IA était le plus utilisé incluaient les mathématiques, l'informatique, les langues et l'histoire.

Cette étude montre que ChatGPT, bien qu'en plein essor, reste minoritaire parmi les outils utilisés par les étudiants, qui lui préfèrent des IA plus spécialisées comme DeepL ou Google Translate.

Les limites de l'intelligence artificielle

Dans le cas où l'on considère le travail de l'étudiant et ChatGPT comme deux biens complémentaires, l'un ne peut fonctionner pleinement sans l'autre. ChatGPT

enrichit le travail de l'élève en lui fournissant des idées, en clarifiant des concepts ou en proposant des structures de rédaction, comme mentionné précédemment. Pour illustrer, l'utilisation de l'IA pour obtenir un point de départ ou des informations contextuelles, mais l'apprenant doit ensuite analyser, reformuler et approfondir ces informations avec sa propre compréhension pour que le travail final soit complet et personnel. Ainsi, le travail de l'IA complète les efforts de l'étudiant sans les remplacer, renforçant la qualité du résultat final.

En revanche, ChatGPT, tout comme d'autres types d'intelligence artificielle utilisés dans le milieu académique, peut également être perçu comme un simple outil. Cela soulève une question importante : que se passe-t-il lorsque le travail de la machine se substitue au travail humain ?

Un étudiant peut copier directement une réponse générée par le compagnon numérique sans vérifier sa pertinence, ce qui peut mener à des erreurs factuelles. Par ailleurs, l'utilisation excessive sans analyse critique peut mener à ce que l'on appelle le *biais d'automatisation*. Ce biais cognitif désigne une tendance à faire davantage confiance à la machine qu'à ses propres capacités pour accomplir des tâches « simples », ce qui peut conduire à une dépendance progressive vis-à-vis de cet outil.

En résumé et pour conclure l'article, l'utilisation de l'IA comporte des avantages certains en matière d'apprentissage. Pourtant, il ne faut pas oublier les défis importants que cet outil soulève. Comment citer les IA lorsqu'elles sont utilisées, notamment dans le cadre de la rédaction d'un mémoire (Yves Livian, 2024) ?

Étant donné la jeunesse de ChatGPT, ses bases de données bibliographiques restent parfois incomplètes ou peu fiables. Par ailleurs, l'utilisation excessive de l'IA peut entraîner un certain nombre de biais comme le biais d'automatisation.

Le dernier point et non des moindres, concerne les problèmes liés à la protection des œuvres et de la propriété intellectuelle, qui sont également une préoccupation importante dans le développement de l'IA. Les systèmes d'IA collectent de grandes quantités de données personnelles, il existe un risque d'utilisation abusive ou d'accès non autorisé à ces données.

Merci à Mathilde pour sa relecture proactive

Questionnement :

« Comment intégrer ces outils de manière éthique et efficace dans les programmes académiques ? »

« Quels outils pourraient compléter ChatGPT pour offrir un apprentissage plus interactif ? »

DES OPPORTUNITÉS FINANCIÈRES POUR TOUS : PROMESSES ET LIMITES

Paul STORAR

1-Une brève histoire du système financier

L'origine de la finance remonte au début de la formation de l'État et du commerce à l'âge du bronze, mais l'histoire de la démocratisation des produits d'épargne financiers commence pour sa part après le début de la première Révolution industrielle. Le Système financier reposait alors sur la confiance en l'honorabilité de quelques grandes familles de banquiers influents comme les Rothschild ou les Lazard. Les Bourses européennes étaient alors dominées par des obligations, principalement des titres de dettes publiques ou liées aux canaux et mines.

En France, un tournant décisif survint avec la libéralisation du statut de société anonyme en 1867, permettant le développement du marché des actions, alors renforcé par l'essor des chemins de fer. Ces innovations nécessitèrent des financements colossaux, ouvrant la voie à des institutions structurées. Les banques dites « universelles », combinant dépôts et financements à long terme, jouèrent alors un rôle clé dans l'élargissement de l'accès aux services financiers et bancaires. Le Crédit lyonnais, par exemple, passa de 26 agences en 1878 à 374 en 1913, collectant des dépôts auprès de près de 700 000 clients à la veille de la Première Guerre mondiale, selon Jean Bouvier (*Naissance d'une banque, le Crédit lyonnais*, 1968).

Parallèlement à l'essor des grandes banques universelles, des institutions plus modestes, comme les caisses d'épargne et les banques coopératives, ont émergé pour répondre aux besoins des classes populaires et moyennes, élargissant ainsi encore l'accès aux services financiers. La création de produits comme le Livret A en 1818 ou le développement des premières assurances vie a permis de diversifier les outils financiers accessibles à un public plus large. C'est le début d'une forme de démocratisation des services banco-financiers.

L'histoire contemporaine débute pour sa part lors de la dérégulation des années 1970 et 1980, qui par la libéralisation des marchés financiers ouvre dès lors une nouvelle ère. Les réformes financières des années 1980 conduisent en effet à une véritable « financiarisation de l'économie » que BOURGUINAT définit comme le « processus qui, sur la base de la libéralisation des marchés financiers et de la sophistication grandissante des techniques, fait pénétrer la finance dans tous les secteurs de la vie économique et tend à lui donner un rôle moteur dans la globalisation » (BOURGUINAT et Al.,

2007). Les systèmes financiers contemporains relèvent alors de ce qu'on peut appeler une finance de marché intermédiée par des institutions banco-financières qui dominent l'industrie.

2-Un système aux résultats ambigus

Depuis les années 1980, la finance est devenue un pilier central du capitalisme contemporain. Ce modèle repose sur des structures institutionnelles qui sont supposées placer les institutions financières au cœur de la dynamique de croissance économique, tout en amplifiant ses crises. Sur le plan global, la finance semble favoriser la croissance de long terme en améliorant l'allocation des ressources. Dans le cadre des théories de la croissance endogène, elle renforce la productivité du capital en collectant et en analysant des informations, permettant ainsi de financer des projets plus risqués mais à forte valeur ajoutée.

Les structures financières jouent un rôle clé en regroupant toujours plus de ressources dispersées pour les transformer en investissements, tout en conservant une certaine liquidité pour les agents économiques. Ce processus stimule une croissance globale plus rapide mais s'accompagne aussi d'une instabilité accrue. L'interconnexion des marchés financiers, les fluctuations boursières, et les cycles de réussites spectaculaires et d'échecs retentissants rendent cette croissance plus volatile. Malgré ces risques, les bénéfices globaux, tant en termes d'innovation que de création de richesse, semblent avoir largement dominé sur le long terme.

Toutefois, de nombreuses personnes, même dans les pays industrialisés, n'ont pas réellement bénéficié des retombées positives de ce système financier. Ce phénomène s'explique par plusieurs facteurs : le manque d'éducation financière qui limite la compréhension des mécanismes complexes de la finance ; l'absence d'accès à des outils d'investissement adaptés, notamment pour les populations à faible revenu.

3-Une révolution en marche ?

Aujourd'hui, de nouvelles initiatives cherchent à démocratiser l'accès à la finance, mais aussi potentiellement à corriger ces déséquilibres. Les technologies financières de la finance décentralisée (DeFi), la démocratisation de l'investissement et l'éducation financière redéfinissent le paysage financier, offrant des opportunités inédites pour démocratiser

l'accès aux services financiers et remettre en question la domination historique des grandes institutions.

Reposant sur la technologie blockchain, la DeFi élimine les intermédiaires traditionnels, permettant aux utilisateurs d'accéder directement à des services financiers comme les prêts, l'épargne ou les échanges d'actifs numériques. Les plateformes comme Aave ou Uniswap automatisent ces transactions grâce à des contrats intelligents, offrant transparence et rapidité. Ce modèle est prometteur pour les populations non bancarisées, notamment dans les pays en développement.

Autrefois réservé à une élite, l'investissement devient accessible grâce à des courtiers en ligne comme TradeRepublic qui suppriment les frais de courtage, permettent d'acheter des fractions d'actions et offrent des outils pédagogiques. Ces applications transforment l'investissement en une activité ouverte à tous, même avec de petites sommes, éliminant les barrières d'entrée traditionnelles comme les frais élevés et les processus complexes. Toutefois, leur "gamification" peut encourager des comportements spéculatifs, augmentant les risques pour les investisseurs inexpérimentés.

Face à la complexité croissante des outils financiers, l'éducation financière est ainsi essentielle et bien plus accessible pour tous. Des plateformes comme Coursera ou Khan Academy proposent des formations accessibles, tandis que certaines startups intègrent des outils éducatifs dans leurs applications pour expliquer des concepts financiers complexes. L'avènement de sites pédagogiques comme "La finance pour tous" et plus largement sur les réseaux sociaux d'un contenu gratuit de qualité, participe à rendre accessible les connaissances financières. Aujourd'hui, il est en effet possible de trouver en ligne des vidéos, tutoriels et formations gratuites créées par des experts, des professionnels ou même des passionnés, qui décryptent des sujets financiers complexes comme l'investissement ou la gestion de patrimoine.

Ces innovations bousculent le monopole des grandes institutions financières, mais elles ne sont pas sans limites. Malgré ces avancées, les populations les plus vulnérables – souvent exclues par manque de compétences numériques ou d'accès technologique – nécessitent une attention particulière pour bénéficier de ces opportunités. De plus, l'absence de régulations claires pour les FinTech et la DeFi expose les utilisateurs à des risques accrus, comme la fraude ou les pertes de capital. Enfin, la volatilité des nouveaux actifs financiers, notamment les cryptomonnaies, peut s'avérer dangereuse pour des investisseurs non formés.

4-Conclusion

Ces transformations bouleversent le monopole historique des grandes institutions financières et ouvrent la voie à une finance plus accessible, plus participative et mieux adaptée aux besoins de chacun. Pourtant, pour tirer pleinement parti de ces opportunités, il est encore crucial d'agir : diffuser et vulgariser encore l'éducation financière pour permettre à chacun de comprendre et d'exploiter ces outils, réduire les inégalités numériques en garantissant un accès équitable aux technologies, et instaurer des cadres réglementaires clairs pour protéger les utilisateurs tout en favorisant l'innovation.

Adopter ces solutions, c'est faire un pas ambitieux vers une finance où chaque individu, quelle que soit sa condition, peut épargner, investir ou bâtir des projets avec des moyens adaptés à ses ambitions. En prenant en main ces nouveaux outils, nous avons l'opportunité de transformer notre rapport à la finance, d'en faire un moteur de progrès, d'autonomie et de résilience. Il ne s'agit pas seulement de rendre la finance plus accessible, mais de lui redonner son rôle initial : servir l'économie réelle et améliorer la vie quotidienne des individus. Ces innovations sont en effet là pour nous donner le pouvoir de façonner notre avenir, d'être acteurs de notre prospérité et de participer à une économie plus juste et inclusive. En relevant ces défis et en adoptant ces innovations, nous pourrions donc bien inaugurer une ère où la finance cesse d'être un privilège pour devenir un puissant levier de croissance personnel, économique, et d'équité au service de tous.

QUANTITATIVE TIGHTENING : LA FIN DE L'ARGENT "FACILE" ?

Ugo GUILMET

Le Quantitative Easing : un bilan mitigé :

“Seul l'éphémère dure”. Voilà ce qu'écrivait Eugène Ionesco, un aphorisme qui trouve une résonance singulière aujourd'hui, alors que les banques centrales ont décrété que cet éphémère n'avait que trop duré. En effet, depuis le début de la crise des Subprimes de 2008, afin d'échapper à la récession économique, la majorité des banques centrales des pays développés à économie de marché (PEM) ont eu recours à une série de politiques monétaires non-conventionnelles : le Quantitative Easing (ou assouplissement quantitatif). Rappelons que pour accomplir leurs objectifs de plein-emploi et d'inflation, les banques centrales ont à leur disposition différents outils nommés politiques monétaires conventionnelles.

Elles peuvent, par exemple, agir sur leur taux directeur ou leurs niveaux de réserves obligatoires (que les banques commerciales doivent détenir chez elles). Généralement, lorsque l'économie est en récession, les banques centrales réduisent les taux d'intérêt afin de stimuler l'inflation, car, le crédit étant alors plus accessible pour les particuliers et les professionnels, ménages et entreprises sont incités à consommer et investir. A l'inverse, lorsque les pressions inflationnistes sont trop importantes, les banques centrales augmentent les taux, limitant ainsi l'accès au crédit et réduisant à la fois consommation et investissement.

Cependant, à l'aube de la crise financière, les politiques conventionnelles se sont révélées insuffisantes, les taux étant déjà très faibles. Les banques centrales des PEM se sont donc inspirées du dispositif mis en place par la Banque du Japon, en 2001, afin d'implémenter leur propre forme de quantitative easing.

Concrètement, par ce biais, les banques centrales se livrent à des opérations d'open market : elles rachètent, sur le marché secondaire des actifs financiers (actions ou obligations d'Etat), une série de titres plus ou moins risqués, sans réelle distinction. Ce dispositif a pour objectifs de réduire le volume d'actifs risqués placés au passif des banques commerciales, afin d'éviter les

faillites en cascade ; de fournir des liquidités aux banques et de soutenir l'économie réelle et financière à travers deux canaux d'action : le canal du crédit et le canal du prix des actifs.

Le canal du crédit est celui par lequel transite la monnaie afin de permettre aux banques commerciales de prêter aux ménages et entreprises. Le canal du prix des actifs fonctionne différemment : lorsque les taux d'intérêt sont bas, les investisseurs, d'ordinaire enclins à posséder des obligations d'Etat (car jugées peu risquées par rapport à d'autres actifs financiers), reportent leurs achats d'actifs vers d'autres titres tels que les actions. En effet, un faible taux d'intérêt aboutit à une diminution de la rémunération des obligations : les investisseurs ont donc tout intérêt à accroître leur portefeuille d'actions.

Par le quantitative easing, les banques centrales ont inondé d'argent les marchés financiers, en contrepartie d'un rachat massif d'obligations d'Etat. Le cycle s'est alors auto-entretenu : face à la faiblesse des taux, les investisseurs ont souhaité se débarrasser de leurs obligations, alors rachetées par les banques centrales, afin d'acquérir des actions, de plus en plus risquées, gonflant artificiellement le prix de celles-ci. Les entreprises ont, en outre, procédé à des opérations de “Buyback” : elles ont racheté les actions détenues par des investisseurs extérieurs pour les retirer du marché, afin de gonfler de nouveau le prix des actions encore en circulation. Les investisseurs et spéculateurs, auxquels on garantissait un rachat “quoi qu'il en coûte”, ont donc adopté des comportements exubérants et acquis massivement des titres sans tenir compte de leur viabilité ou de leurs risques propres. On a alors assisté à un transfert de l'aléa moral des banques commerciales et autres acteurs financiers vers les banques centrales. De ce fait, les banques centrales, redoutant un retrait des investisseurs sur le marché obligataire et un krach sur le marché des actions, ont consenti à un accroissement démesuré des capitalisations boursières des entreprises et à la création de potentielles bulles financières.

Les évolutions des deux principaux indices boursiers américains sont révélatrices. Le S&P 500 a, par exemple, augmenté de 327% entre 2012 et 2024. Le NASDAQ, lui, a connu une évolution impressionnante en augmentant de plus de 1250% entre 2007 et 2024.



Source : AbcBourse



Source : Macrotrends

Ainsi, quoique le quantitative easing a permis de limiter les dégâts des crises des Subprimes et du Covid sur la sphère réelle et financière, il n'a pourtant stimulé l'inflation que sur le marché des actions et le marché immobilier : les taux d'inflation des économies réelles des PDEM sont, pour la plupart, restés très faibles, sur les différentes périodes de quantitative easing. Cependant, la sortie de crise du Covid et les déconfinements en série ont provoqué la reprise économique et de nouvelles pressions inflationnistes, intensifiées par les conflits internationaux. La réussite du quantitative easing, à ce niveau, est donc mitigée.

Après nous, le déluge ?

Début 2023, les banques centrales ont démarré leurs opérations de “tapering” : alors que les économies connaissent d’importantes pressions inflationnistes, les banques centrales décident de réduire progressivement le volume de leur quantitative easing. Bilan : le quantitative easing a fonctionné, partiellement, mais il a trop duré. L’heure est donc à la diminution du bilan des banques centrales et la solution est la suivante : le quantitative tightening (ou resserrement quantitatif).

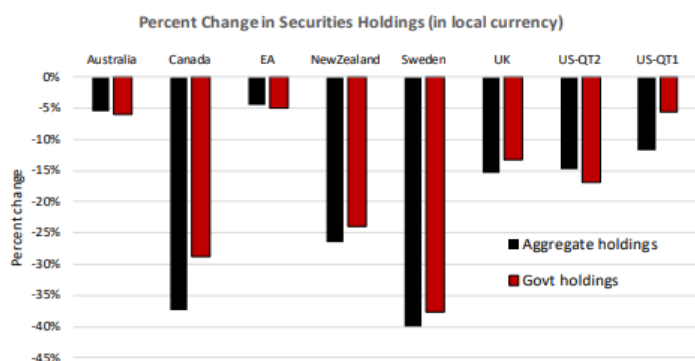
Concrètement, comment fonctionne le quantitative tightening ? Les banques centrales le déploient en deux volets : le volet actif (les banques centrales mettent en vente les actifs qu’elles détiennent sur le marché secondaire) et le volet passif (elles laissent leurs titres arriver à maturité/à échéance). Ainsi, non seulement les banques centrales cessent de racheter en masse des titres, mais elles remettent en circulation les obligations d’Etat qu’elles ont acquises.

Nombre de banques centrales ont adopté cette politique, à différentes échelles :

Tandis que les Banques du Canada et de Suède ont réduit, respectivement, leur quantité d’actifs détenus de 37% et 40%, la Banque Centrale européenne (BCE) ne se précipite pas à diminuer son volume d’actifs (-5% “seulement”), notamment du fait de la forte disparité des obligations qu’elle possède. “Relâcher” sur le marché un titre de l’Italie ou de la Grèce n’a pas même le même impact qu’un titre américain.

Figure 4.3

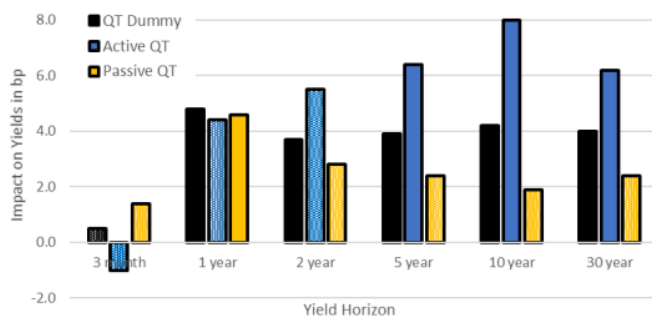
QT from Peak Balance Sheet through Dec. 2023



Source: Wenxin Du Kristin Forbes Matthew N. Luzzetti, QUANTITATIVE TIGHTENING AROUND THE GLOBE: WHAT HAVE WE LEARNED?, National Bureau of Economic Research (2024).

A terme, les taux d’intérêt étant supposés revenir à une situation normale d’avant crise, les obligations de long terme seront de nouveau plus rémunératrices que les obligations de court terme. Les Etats pourront donc de nouveau emprunter librement et à long terme sur les marchés financiers.

Figure 3.2
Impact of QT Announcements on Yields By Transaction Type



Note: Solid bars indicate estimates are statistically significant (at the 10% level). See Tables 3.1 and 3.4 for details and full estimation results.

Source: Wenxin Du Kristin Forbes Matthew N. Luzzetti, QUANTITATIVE TIGHTENING AROUND THE GLOBE: WHAT HAVE WE LEARNED?, National Bureau of Economic Research (2024)

Il est à noter que les effets espérés que quantitative tightening actif sont supérieurs à ceux du quantitative tightening passif. Les banques centrales estiment donc que la revente de leurs obligations aura plus d’impacts que de simplement les laisser arriver à échéance.

Quoique ses impacts soient encore peu documentés, du fait de la relative nouveauté de ce dispositif, le quantitative easing a aussi surtout pour objectif de rétablir l’équilibre sur les marchés financiers et d’inciter les investisseurs à détenir un portefeuille diversifié, composé d’actions et d’obligations d’Etat. Les banques centrales espèrent alors que le retour sur le marché d’obligations rémunératrices permettra de dégonfler la bulle spéculative du marché des actions. Les projections annoncent que, d’ici fin 2025, les Banques de Suède et du Canada auront réduit leur détention d’actifs de 80%, contre 50% pour la BCE et la Federal Reserve américaine.

Pour le meilleur, ou pour le pire ?

L'HÉRITAGE DE KARL POLANYI ET SA PLACE DANS LES ANALYSES DE DANI RODRIK SUR LA MONDIALISATION

Umut FENERCIOGLU

Karl Polanyi est un économiste, historien hongrois et socialiste non-marxiste, peut-être qu'il n'occupe pas une grande place dans l'histoire de la pensée économique dominante mais ses travaux proposent des leçons qui restent toujours importantes pour la compréhension des relations économiques et sociales. Comme Keynes, il attire l'attention avec sa critique des crises du capitalisme. Tous deux soulignent que l'État devrait assumer un rôle régulateur dans l'économie. Cependant, alors que Keynes cherchait à améliorer le système de marché par le biais de réformes économiques, Polanyi soutient qu'une transformation plus large est nécessaire. Reconnu comme l'un des fondateurs de l'anthropologie économique, il est connu pour ses ouvrages tels que *The Great Transformation* et *Trade and Markets in the Early Empires*. Dans ces œuvres, Polanyi met en lumière une perspective radicale sur l'économie, en insistant sur son encastrement (*embeddedness*) dans les structures sociales, politiques et culturelles. Selon lui, l'économie n'a jamais été, à travers l'histoire, une sphère autonome guidée uniquement par des lois de marché. Elle a toujours été subordonnée aux institutions sociales et intégrée aux relations humaines.

Pour Polanyi, cet encastrement historique de l'économie dans la société reflète le fait que les êtres humains ne sont pas naturellement motivés par le gain matériel, contrairement à l'hypothèse de l'*homo economicus* largement acceptée dans la pensée économique classique. Il soutient que le comportement économique humain a davantage été façonné par des besoins d'appartenance sociale et de coopération. Ce postulat le conduit à identifier trois grands principes fondamentaux qui organisent les relations économiques dans les sociétés : la réciprocité, qui repose sur des échanges mutuels au sein de relations symétriques (les dons et contre-dons); la redistribution, qui implique la centralisation des ressources par une autorité pour une répartition collective ; et l'échange de marché, basé sur des transactions libres et des prix fixés par l'offre et la demande.

Cependant, Polanyi critique vigoureusement l'idée dominante dans le capitalisme libéral selon laquelle un marché autorégulateur pourrait structurer toute l'économie et, par extension, la société. Il qualifie cette vision de véritable utopie. Selon lui, cette conception repose sur l'illusion qu'un marché totalement autonome, fonctionnant uniquement selon ses propres lois, est possible. Pourtant, l'histoire montre que les économies

ont toujours été intégrées dans des structures sociales et politiques. Le marché autorégulateur est donc une construction artificielle, apparue avec la montée du capitalisme au XIXe siècle.

Polanyi explique que cette utopie nécessite la marchandisation de trois éléments fondamentaux : la terre, le travail et la monnaie, qu'il appelle des marchandises fictives. Ces éléments ne sont pas conçus pour être échangés comme des biens ordinaires ; la terre représente la nature, le travail représente les êtres humains, et la monnaie est une convention sociale (De nos jours, nous pouvons également ajouter "l'information"). En transformant ces éléments en marchandises, le marché autorégulateur crée des déséquilibres profonds : exploitation des travailleurs, destruction des ressources naturelles et crises financières. La tentative d'imposer cette vision conduit à des conséquences destructrices pour la société et l'environnement.

Polanyi insiste également sur le fait que cette utopie est incompatible avec la nature humaine. Les individus ne vivent pas isolés dans une quête incessante de profit, mais en tant qu'êtres sociaux ancrés dans des relations de solidarité et de coopération. Face à la marchandisation excessive et à ses effets déstabilisateurs, des contre-mouvements sociaux (double mouvement) émergent inévitablement pour protéger la société et restaurer un certain équilibre. Ces contre-mouvements se manifestent sous forme de régulations étatiques, de politiques sociales ou de revendications environnementales.

La critique de Karl Polanyi à l'égard de l'utopie du marché autorégulateur s'étend également au système monétaire international notamment à l'étalon-or, qui a imposé une discipline rigoureuse aux nations. Pourtant, Polanyi considère ce système comme une autre expression de l'utopie destructrice du marché autorégulateur, car il ignorait les besoins fondamentaux des populations. En rigidifiant les économies nationales face aux chocs externes, l'étalon-or a contribué à aggraver les inégalités et les tensions, ce qui a finalement conduit à son effondrement dans l'entre-deux-guerres. Cet effondrement a mis en lumière l'incapacité du système à concilier les impératifs économiques avec les réalités sociales et politiques.

Les réflexions de Polanyi trouvent un écho contemporain dans les travaux de Dani Rodrik, un économiste qui critique également les excès de la mondialisation et plaide pour un rééquilibrage entre marchés globaux et souveraineté nationale. Rodrik, dans son trilemme de l'économie mondiale, affirme qu'il est impossible de concilier simultanément trois objectifs : la mondialisation économique, la souveraineté nationale et la démocratie. Selon lui, les gouvernements doivent nécessairement faire des choix, car une intégration économique mondiale trop poussée (comme celle qui existait sous l'étalon-or) entre en conflit avec la capacité des nations à répondre aux attentes démocratiques de leurs citoyens.

Rodrik identifie trois périodes clés dans l'histoire économique moderne pour illustrer ce trilemme :

-L'étalon-or (XIXe siècle) : Ce système combine hyperglobalisation et souveraineté nationale, mais aux dépens de la démocratie. Les gouvernements étaient contraints de maintenir la parité avec l'or, sacrifiant les politiques sociales pour respecter les exigences des marchés internationaux. Polanyi soutient que ce déséquilibre donne naissance à des formes réactionnaires de clôture politique.

-L'ère de Bretton Woods (1944-1980) : Ce système marquait un équilibre entre démocratie et souveraineté nationale, au prix d'une mondialisation limitée. Les États avaient la liberté de protéger leurs économies tout en participant à un commerce international encadré. Cette période a contribué à construire des économies encadrées globalement.

-L'hyperglobalisation post 1990 : La période actuelle favorise une intégration économique mondiale, mais réduit l'autonomie des États et érode les institutions démocratiques.

Pour Rodrik, la mondialisation post-1990 marque une "mauvaise tournure", rappelant les excès de l'étalon-or. Les règles établies par des institutions comme l'OMC et le FMI ont renforcé le pouvoir des élites économiques, tout en affaiblissant les normes sociales et environnementales des nations (désencastrement des marchés mondiaux). Il partage avec Polanyi l'idée que les économies doivent rester intégrées dans des structures sociales et politiques. Il met en garde contre une mondialisation débridée qui limite l'autonomie des États et déconnecte les processus de décision économique des besoins des populations. Comme Polanyi l'a fait pour l'étalon-or, Rodrik critique les institutions internationales actuelles lorsqu'elles imposent des contraintes rigides sur les politiques nationales, telles que la réglementation sociale, environnementale ou monétaire. Le lien entre

Polanyi et Rodrik réside dans leur critique commune des excès du marché désencastré et leur insistance sur le rôle des institutions dans la construction d'économies durables et inclusives. Polanyi a analysé l'émergence des marchés autorégulateurs au XIXe siècle, Rodrik actualise cette critique dans le contexte de l'hyperglobalisation contemporaine. Il est nécessaire de reconsidérer le concept de double mouvement afin d'examiner les récents changements politiques et institutionnels engendrés par la mondialisation néolibérale.

Publicité :



Participez à une expérience en économie et gagnez de l'argent

Le **Laboratoire d'Économie Expérimentale de Montpellier**, situé à la Faculté d'Économie, organise régulièrement des expériences en économie. C'est une occasion unique pour découvrir l'économie expérimentale et comportementale à travers des jeux ludiques. Aucune connaissance en économie n'est requise, juste un peu de bonne volonté et du temps !

N'attendez plus, inscrivez-vous et venez nombreux !

📌 Durée : 1 à 2 heures

💰 Rémunération : entre 5 et 25€, selon l'expérience, vos décisions et celles des autres participants

📍 Lieu : Faculté d'Économie, salle 216 – Montpellier, France

Pour vous inscrire



UNIVERSITÉ DE
MONTPELLIER



INRAE

LE RÔLE DES MARCHÉS DE CAPITAUX DANS LA DURABILITÉ : FOCUS SUR LE ROYAUME-UNI ET LES ÉTATS-UNIS

Logan TAGGART

Cet article analyse la manière dont les marchés de capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis contribuent au développement durable en discutant des cadres politiques, des instruments financiers et des tendances du marché. Dans cet article, l'analyse de ces deux économies montrera les similitudes et les différences entre les deux économies et la manière dont les marchés de capitaux peuvent être propulsés pour soutenir la transition vers un avenir durable.

Les marchés de capitaux sont les systèmes qui facilitent la fixation des prix des titres qui représentent des droits à participation dans des entreprises ainsi que la collecte et la répartition des capitaux d'investissement. Alors que de plus en plus de gouvernements mettent en œuvre des politiques durables pour atteindre leurs objectifs ESG, le rôle des marchés de capitaux dans la résolution des problèmes de durabilité est devenu central. L'intégration de la durabilité dans les marchés de capitaux a conduit au développement d'obligations vertes, de fonds ESG et d'autres produits financiers innovants qui alignent profit et objectif.

Cet essai examinera le rôle des marchés de capitaux dans la promotion de la durabilité sur les marchés de capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. Ces deux puissances économiques sont des leaders mondiaux de la finance, mais elles utilisent des méthodes différentes pour intégrer la durabilité dans leurs marchés de capitaux via des cadres réglementaires, des structures de marché et des taux d'adoption. En analysant ces différences, nous pouvons recueillir des informations sur la manière dont les marchés de capitaux peuvent soutenir les objectifs mondiaux de développement durable.

1. Marchés des capitaux et durabilité : concepts clés.

Chaque jour, les marchés des capitaux fonctionnent comme des marchés financiers sur lesquels s'effectuent l'achat et la vente de titres ; grâce auquel les institutions obtiennent des fonds et les investisseurs reçoivent des retours sur leurs investissements. Ils sont nécessaires dans l'économie moderne car ils contribuent à l'allocation efficace des ressources et à la promotion de la croissance économique. Le terme durabilité en relation avec les marchés de capitaux fait référence aux pratiques qui favorisent la durabilité des économies, des sociétés et des environnements. Il existe plusieurs cadres qui guident la voie de la finance durable, par exemple les objectifs de développement durable des Nations Unies et l'accord de Paris. Ces cadres sont importants car ils

guident les marchés financiers sur la manière d'orienter les ressources vers des projets durables. Certaines des modalités, notamment les obligations vertes, les prêts durables et les fonds ESG, ont joué un rôle essentiel dans cette transition.

2. Le rôle des marchés de capitaux au Royaume-Uni.

Le Royaume-Uni a été un précurseur dans le domaine de la finance durable en termes d'innovation politique et de marché. La stratégie de finance verte a été lancée en 2019 pour soutenir cette démarche. Cela montre l'engagement du gouvernement britannique à mettre en œuvre des flux financiers du secteur privé avec des objectifs de durabilité. En outre, le Royaume-Uni a approuvé la publication d'informations financières obligatoires liées au climat, qui sont compatibles avec celles du Groupe de travail sur les informations financières liées au climat. La Bourse de Londres a contribué à promouvoir la finance durable en étant l'un des plus grands marchés d'obligations vertes au monde. Les fonds ESG ont connu une augmentation significative en raison de la demande des investisseurs institutionnels et particuliers. Cependant, des problèmes tels que le greenwashing et le manque de mesures ESG standard constituent une grande préoccupation.

3. Le rôle des marchés de capitaux aux États-Unis

Aux États-Unis, l'intégration de la durabilité dans les marchés de capitaux a été largement motivée par le marché, reflétant la préférence du pays pour une réglementation décentralisée. La SEC a récemment proposé des règles pour améliorer les informations ESG, signalant une évolution vers une plus grande surveillance. Cependant, l'environnement réglementaire reste fragmenté par rapport au Royaume-Uni.

Les États-Unis montrent la voie en matière de développement de fonds ESG et d'ETF verts, avec des milliards de dollars investis. Des entreprises comme Tesla et Apple ont utilisé les marchés des capitaux pour financer des initiatives durables et établir la norme en matière de responsabilité d'entreprise. Malgré ces avancées, la polarisation politique et l'absence d'un cadre réglementaire unifié posent d'importants défis au développement de la finance durable.

4. Analyse comparative : Royaume-Uni et États-Unis

Même si le Royaume-Uni et les États-Unis ont progressé dans l'intégration de la durabilité dans leurs marchés

financiers, il existe des différences substantielles dans leurs approches. Le modèle réglementaire du Royaume-Uni garantit une normalisation et une transparence plus élevées ; l'approche américaine axée sur le marché favorise l'innovation mais manque de cohérence.

Alors que le Royaume-Uni se concentre sur les obligations vertes et les informations obligatoires, les États-Unis s'appuient sur des pratiques ESG volontaires et sur le leadership du secteur privé. Les deux économies sont confrontées à des défis communs, notamment l'écoblanchiment, l'absence de normes ESG harmonisées et le défi d'obtenir des rendements financiers à court terme tout en favorisant la durabilité à long terme.

5. Orientations futures et recommandations.

Pour renforcer le rôle des marchés de capitaux en matière de durabilité, le Royaume-Uni et les États-Unis doivent s'attaquer aux obstacles existants et tirer parti des opportunités émergentes. Les principales recommandations comprennent :

1. Standardisation des indicateurs ESG : Il s'agit de garantir la cohérence et la comparabilité des rapports ESG sur tous les marchés.

2. Incitation aux investissements verts : incitations fiscales et subventions pour encourager les investissements durables.

3. Renforcer la collaboration public-privé : partenariats entre les gouvernements, les institutions financières et les entreprises pour développer la finance durable.

4. Tirer parti de la technologie : utilisation de la blockchain et de l'intelligence artificielle pour améliorer la transparence et l'efficacité de la finance durable.

Conclusion.

Les marchés de capitaux jouent un rôle crucial dans la poursuite de la durabilité, car ils fournissent le financement nécessaire pour résoudre les problèmes mondiaux les plus urgents. Le Royaume-Uni et les États-Unis, en tant que centres financiers mondiaux, proposent les meilleures pratiques en matière d'intégration du développement durable dans les marchés des capitaux. Bien que leurs stratégies soient différentes, les deux pays ont le potentiel d'ouvrir la voie à un avenir durable grâce à l'innovation, à la réglementation et à la collaboration.

Par conséquent, en relevant les défis existants et en saisissant les opportunités, les marchés de capitaux peuvent jouer un rôle transformateur dans la réalisation des objectifs mondiaux de durabilité et d'autres économies peuvent suivre.



LE CAS DES BARRAGES HYDRAULIQUES : ENTRE LIMITES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES

Mathilde DORAPHE & Jonathan BOCCIA

I/ Introduction

La date du 2 décembre 1959 ne vous évoque peut-être rien et pourtant il s'agit du jour de la rupture du barrage de Malpasset, **construit dans le but de fournir de l'eau au agriculteurs environnants**. La catastrophe, **qui a eu lieu à Fréjus dans le Var**, a causé la perte de 423 personnes, la destruction de 155 immeubles, mille hectares de terres agricoles ravagées et des dégâts incalculables. soixante-deux ans après, la peine générée et les polémiques gravitant autour restent intactes.

Désormais, les barrages constituent une composante essentielle du paysage énergétique, environnemental et économique de la France. Ces ouvrages colossaux, qui jalonnent le territoire national, jouent un rôle stratégique dans la gestion de l'eau, la production d'électricité, et la prévention des risques naturels. Grâce à leur capacité à stocker et à réguler les débits des cours d'eau, les barrages permettent de répondre à des besoins variés tels que l'irrigation agricole, l'approvisionnement en eau potable, et la production hydroélectrique, qui représente **la principale forme d'énergie renouvelable en France et dans le monde. Les barrages produisent environ 2.5% de l'électricité dans le monde en 2021 et 17,4% en France**. Avec un total à l'échelle mondiale d'environ 45 000 grands barrages et au moins 800 000 petits barrages hydrauliques, les barrages soulèvent de plus en plus de questions vis-à-vis de leur utilisation. Aujourd'hui, la France comprend environ 2500 petits barrages et 300 grandes installations hydrauliques. Entre la possibilité du stockage de l'eau, la production hydroélectrique, les écosystèmes, la vie communautaire, et les besoins sociétaux, quelles sont les limites sociales et environnementales que posent les barrages ?

II/ Quelques formalités concernant les barrages et leurs intérêts sur le plan énergétique et économique

Les barrages sont des ouvrages ayant pour but de retenir de façon temporaire une quantité d'eau plus ou moins grande **et de satisfaire** divers usages tels que la production d'énergie hydroélectrique, l'alimentation en eau potable, l'irrigation, la régulation des débits de cours d'eau ou encore les activités touristiques.

Face aux impératifs du changement climatique et à l'objectif de neutralité carbone en 2050, la France use de sa dotation naturelle en cours d'eau pour développer sa production hydroélectrique. Les centrales hydroélectriques françaises sont des centrales gravitaires qui reposent sur un débit d'eau et un dénivelé.

Les installations hydroélectriques sont réparties selon leur spécificité et on en distingue quatre en France :

-Les centrales au fil de l'eau : elles reposent sur l'utilisation du flux naturel d'un cours d'eau ne nécessitant donc pas la construction d'un grand barrage et d'un réservoir ce qui implique qu'il n'y a pas de retenue de l'eau et donc l'électricité est produite en temps réel. Le fonctionnement de ces centrales se veut donc relativement simpliste puisque moins de composantes et d'infrastructures sont mobilisées contrairement aux grands barrages. D'autre part, leur impact environnemental est moindre mais reposant sur le débit du cours d'eau, la production d'électricité peut varier en fonction des conditions climatiques et saisonnières.

-Les centrales d'écluse ou de moyenne chute : principalement installées dans les grands fleuves possédant une pente relativement forte comme le Rhin ou le Rhône. Le stockage de l'eau permet de fournir de l'énergie de pointe en plus de l'énergie de base produite afin de pouvoir assurer une production aux heures où elle est nécessaire et avec le plus de valeur économique et sociale.

-Les centrales-lacs ou centrales de hautes chutes : elles sont associées à une retenue créée par le biais d'un barrage. Constituées d'un important réservoir, la constante de vidage, soit le temps nécessaire pour vider le réservoir est de 200 heures. Ceci permet un stockage saisonnier de l'eau ainsi qu'une modulation de la production de l'électricité pour s'adapter à la demande en ayant la capacité de répondre durant les heures de fortes consommations aux pics.

-Les stations de transfert d'énergie par pompage (STEP) : elles constituent l'exception quant à l'emplacement de construction des barrages puisqu'elles sont construites en dehors du lit majeur d'un cours d'eau. Les STEP sont constituées de deux bassins, un bassin supérieur depuis lequel l'eau est turbinée vers un bassin inférieur afin de produire de l'électricité en période de forte demande ou lorsque les prix de l'électricité sont élevés. En période de faible demande ou lorsque les prix de l'électricité sont bas, les turbines peuvent fonctionner de manière réversible afin de pomper de l'eau du bassin inférieur vers le bassin supérieur, une opération qui est consommatrice d'électricité. Les STEP ne sont donc pas génératrices d'électricité (le bilan production/consommation étant négatif), mais constituent des installations de stockage d'énergie

indispensables à l'équilibre en temps réel du système électrique.

Concernant la typologie, un barrage se définit en termes de hauteur, de largeur et de capacité même si le décret du 11 décembre 2007 a défini sur le plan légal une typologie des barrages. Malgré cela, les usages priment encore sur ce décret, ainsi un grand barrage se définit **sur la base d'une hauteur** au moins égale 20 mètres au-dessus du terrain naturel et un volume de retenue supérieur à 15 millions de mètre cube d'eau. Les barrages de taille moyenne mesurant entre 10 et 20 mètres de hauteur et les petits doivent mesurer au moins 2 mètres. Ceux inférieurs à cette taille sont considérés comme ayant des risques suffisamment négligeables. Les plus grands barrages sont soumis au Plan Particulier d'Intervention qui est établi par les services de la préfecture et de la société civile. Ces plans permettent de définir, en amont, le plan de secours et les processus à suivre en cas d'accident grave sur le barrage.

Toutefois, pourquoi ériger des barrages ? On peut dégager deux principales raisons à cela qui sont pour l'une de nature économique et pour la seconde de nature énergétique. Économiquement, les barrages peuvent être générateurs d'opportunités notamment sur le plan touristique par la formation de lacs et l'embauche également puisque le secteur hydroélectrique représente pas moins de 30 300 emplois en 2020 en France. En effet, les barrages sont formateurs d'un attrait paysager favorisant le développement voire l'émergence d'activités touristiques et nautiques autour de cette retenue. On peut évoquer le cas du barrage de Pareloup en Ariège, qui a permis la formation d'un lac constituant dès lors un site naturel qui attire les randonneurs et a donné lieu à l'élaboration d'une base de loisirs nautiques.

Les barrages constituent une production électrique dite renouvelable étant donné le fait qu'elle ne repose pas sur un stock fini de matière première comme les énergies fossiles **et décarbonée puisqu'elle n'émet pas directement de CO₂**. L'énergie hydraulique se veut aussi régulière et flexible puisque la production d'électricité à partir des barrages hydroélectriques peut être régulée grâce aux dispositifs mobiles qui forment les barrages appelés vannes ce qui permet la régulation du flux offrant dès lors la possibilité de répondre à **la demande d'électricité** nécessaire au sein du territoire français.

III/ Les limites environnementales et sociétales induites par la construction des barrages

Malgré l'ensemble des atouts évoqués précédemment, les barrages sont controversés, principalement sur deux

points qui sont : l'impact environnemental et sociétal. Assurément, la construction d'un barrage entraîne des conséquences sur le paysage, le territoire et le cours d'eau qui permet son approvisionnement. On peut prendre en considération une multitude de perturbations telles que :

-Le blocage des sédiments : le flux continu des cours d'eau permet le transport de minéraux et autres éléments organiques obstrués par les barrages ce qui cause une accumulation des sédiments contre la paroi. Il est donc nécessaire de permettre l'évacuation de cette **accumulation**. Cependant, ceci favorise la prolifération des algues et le développement de particules fines polluées qui vont alors être déversées en aval causant des effets négatifs sur les cours d'eau et leurs usages.

-La rupture du continuum fluvial : Il désigne un ordre naturel similaire à la chaîne alimentaire et sa rupture se répercute par une perturbation de la faune et de la flore qui va générer des répercussions biologiques. La manifestation la plus identifiable de ces perturbations concerne la migration des espèces notamment les poissons. **Là aussi des solutions peuvent être mises en œuvre pour limiter ces effets comme les échelles ou passes à poissons permettant le franchissement des barrages.**

-La dégradation des terres agricoles : la formation du lac de retenue peut engendrer une inondation des terres soit la dégradation des zones agricoles ce qui va causer une cession d'activités à l'échelle locale sur certaines exploitations et à l'échelle nationale cela cause une réduction de la capacité de production agricole.

-La déforestation : conformément à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'**agriculture ¹ (FAO)** définit la déforestation comme « la conversion de la forêt à d'autres affectations, comme l'agriculture et les infrastructures ». La déforestation ne désigne donc pas simplement le processus de défrichement de terres boisées, mais le phénomène de remplacement irréversible de surfaces forestières au profit d'autres usages.

Dès lors, au vu des conséquences évoquées, celles-ci appellent à une gestion plus responsable et durable, afin de limiter les effets négatifs sur les écosystèmes tout en répondant aux besoins en énergie et en eau. Face à ces défis, il est impératif d'innover et de concilier développement humain et préservation de l'environnement, pour garantir un avenir harmonieux et durable.

¹ Food and Agriculture Organizations of the United Nations (FAO)

Maintenant qu'en est-il des conséquences sociales impliquées par la construction des barrages ?

Comme nous l'avons évoqué précédemment, les barrages peuvent être à l'origine d'importantes pertes humaines et aussi de perturbations majeures à l'échelle de la société. L'un des exemples les plus récents est celui du barrage de Caussade, à Pinel-Hauterive dans le département du Tarn-et-Garonne en Occitanie. Il s'agit d'un barrage construit illégalement durant l'hiver 2018-2019. Ce cas n'est pas isolé puisque plutôt en 2014, le barrage de Sivens, situé dans le département du Tarn en Occitanie, avait déclenché des manifestations particulièrement tendues qui avaient même mené au décès d'un militant écologiste **selon Reporterre**. Cet événement entraîna l'arrêt du projet. Le projet du barrage de Caussade constitue un risque majeur pour les habitants résidant à proximité puisque le risque de rupture est bien réel selon le bureau IES (Bureau d'études en environnement), l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture l'Alimentation et l'Environnement (INRAE) ou encore la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) ². Dès lors, une mobilisation des citoyennes et citoyens s'est mise en place afin d'établir un dialogue social avec les institutions en charge du projet. Malgré les risques engendrés par le barrage, l'aspect illégal du projet et l'absence de considération de la population locale un arrêté préfectoral en date du 17 décembre 2024 a tout de même été établi afin que le projet soit en adéquation avec le Code de l'environnement. Ce laxisme provenant des autorités, fait vivement réagir France Nature Environnement, qui représente la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement, en désignant le projet comme « *un vrai condensé de ce qu'il ne faut surtout pas faire pour une gestion durable et équitable de l'eau* ». **En effet ce barrage a été construit en 70 jours par plusieurs dizaines d'agriculteurs fin février 2019 et ce malgré les décisions de justice statuant que ce projet est illégal (Jugement de mars 2019, Arrêt du 23 février 2021 de la Cour administrative d'appel de Bordeaux)**

IV/ Conclusion

Les barrages hydrauliques, bien que essentiels pour répondre aux défis énergétiques et hydriques de la France, incarnent des infrastructures aux enjeux complexes. S'ils contribuent à la production **d'électricité décarbonée, à l'équilibre du système électrique** et à la gestion de l'eau, leurs limites environnementales et sociétales ne peuvent être occultées. La perturbation des écosystèmes aquatiques, la déforestation, la perte de

terres agricoles et les conflits sociaux soulignent l'importance de repenser leur conception et leur gestion.

Notons toutefois qu'aucune forme d'énergie ne possède d'empreinte environnementale nulle.

Face à ces enjeux, une approche équilibrée et durable s'impose. Cela implique non seulement d'innover dans les technologies et les modes de gestion pour limiter leurs impacts négatifs, mais aussi d'assurer une véritable concertation avec les populations locales et une stricte application des réglementations. Les barrages doivent ainsi s'inscrire dans une transition énergétique responsable, où le développement humain se conjugue avec la préservation des écosystèmes et des territoires. En relevant ces défis, la France pourrait alors faire des barrages un modèle d'infrastructure alliant efficacité énergétique, respect de l'environnement et cohésion sociale.

Publicité :

Étudiants, Associations : Mettez Vos Projets en Avant !

Vous êtes étudiant ou membre d'une association ? Vous organisez un événement, lancez une initiative, ou souhaitez faire connaître une cause qui vous tient à cœur ?

Nous vous offrons une opportunité unique de valoriser votre projet !

À travers nos encarts publicitaires, donnez de la visibilité à votre action, mobilisez de nouveaux soutiens et faites entendre votre voix auprès d'un large public. Que ce soit pour un projet culturel, humanitaire, sportif ou entrepreneurial, notre journal vous accompagne pour mettre en avant vos idées et engagements.

 Ofem.contact@gmail.com

Parce que chaque initiative mérite d'être mise en lumière, nous sommes là pour vous aider à rayonner !



connaissance, l'évaluation, la prévention et la réduction des risques chroniques, accidentels, technologiques et naturels.

² La (DGPR) désigne l'administration française, rattachée au ministère de l'Écologie et regroupe l'ensemble des services de l'État chargés d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques relatives à la

LA SEMAINE DE 4 JOURS : UN LEVIER ÉCONOMIQUE POUR UNE PRODUCTIVITÉ ET UN BIEN-ÊTRE ACCRU ?

Yannick PASTOR



Introduction.

La semaine de 4 jours, qui consiste à réduire le temps de travail hebdomadaire tout en maintenant le même niveau de salaire, suscite un intérêt croissant à travers le monde. Longtemps considérée comme une utopie, cette idée fait aujourd'hui l'objet de nombreuses expérimentations dans divers pays et entreprises, avec des résultats prometteurs sur la productivité et le bien-être des salariés. L'objectif principal est d'instaurer un équilibre entre vie professionnelle et personnelle, tout en maintenant – voire en améliorant – les performances économiques.

Ce débat s'inscrit dans un contexte marqué par des évolutions profondes du monde du travail. La pandémie de COVID-19 a accéléré les réflexions sur l'organisation du travail, poussant les entreprises à adopter des modèles plus flexibles, comme le télétravail. Parallèlement, les attentes des salariés évoluent : la recherche de sens, le besoin de bien-être, et la lutte contre l'épuisement professionnel sont devenus des priorités. Ces enjeux posent la question d'une réinvention des modèles économiques, où la qualité prime sur la quantité.

Dès lors, une interrogation fondamentale se pose : **la semaine de 4 jours est-elle une opportunité ou un risque pour l'économie ?** Peut-elle concilier bien-être des employés et compétitivité des entreprises, tout en s'intégrant dans les dynamiques économiques actuelles ? Cet article propose d'explorer les impacts économiques de cette transformation, en analysant ses avantages, ses défis, et les enseignements tirés des premières expérimentations à travers le monde.

1. Historique et contexte économique.

1.1. Origine de la réduction du temps de travail

La réduction du temps de travail n'est pas une idée nouvelle. En France, elle a été popularisée par l'adoption des **35 heures hebdomadaires** dans les années 2000,

une mesure emblématique visant à créer de l'emploi en partageant le temps de travail. Bien que controversée, cette réforme a marqué un tournant dans la réflexion sur l'équilibre entre vie professionnelle et personnelle.

1.2. L'évolution des mentalités économiques

Traditionnellement, les modèles économiques reposaient sur une logique intensive : plus d'heures travaillées signifiaient, en théorie, plus de production et de richesse. Cependant, ce paradigme a été remis en question. Les recherches récentes montrent que la productivité ne suit pas linéairement l'augmentation du temps de travail. **La sursollicitation des employés entraîne souvent fatigue, erreurs, et perte d'efficacité.**

Aujourd'hui, de plus en plus d'entreprises adoptent une approche basée sur l'efficacité et l'équilibre. La montée en puissance des stratégies centrées sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et le bien-être des employés reflète cette évolution. Les entreprises reconnaissent désormais que des collaborateurs satisfaits et motivés sont plus productifs, innovants et fidèles à leur employeur.

1.3. Lien avec la digitalisation et les gains de productivité

Le développement rapide des technologies numériques et de l'automatisation a transformé les modes de travail. Les outils digitaux permettent d'accomplir des tâches autrefois longues et laborieuses en un temps record. Par exemple, les solutions d'intelligence artificielle, la robotique, et les plateformes collaboratives ont considérablement amélioré la productivité dans des secteurs variés, de l'industrie à la finance [J.Westover,2024].

Ces progrès techniques réduisent la nécessité de travailler de longues heures pour produire des résultats significatifs. En effet, les gains de productivité générés par la digitalisation permettent d'envisager une organisation du travail moins centrée sur la quantité d'heures, et plus sur la qualité des résultats. Dans ce contexte, la semaine de 4 jours pourrait devenir un prolongement naturel de ces évolutions technologiques et économiques.

Ainsi, loin d'être un simple ajustement organisationnel, la réduction du temps de travail s'inscrit dans une transformation plus profonde des mentalités économiques, favorisant des modèles durables et équilibrés.

2. Impacts économiques positifs de la semaine de 4 jours.

2.1. Augmentation de la productivité

[M.N. Sugiarto, F. Salsabilla & Al, 2024], [H. Chung, 2022] et [D. Chakraborty, S.B. Bhatnagar, 2022] montrent que la semaine de 4 jours, loin de réduire la productivité, peut l'augmenter. En Islande, un projet pilote mené entre 2015 et 2019 auprès de 2 500 travailleurs a démontré que la réduction du temps de travail hebdomadaire n'a pas affecté négativement la performance. Au contraire, les employés étaient plus concentrés, motivés et satisfaits, ce qui a permis de maintenir ou d'améliorer les résultats dans de nombreux secteurs.

De même, au Japon, Microsoft a testé la semaine de 4 jours en 2019. L'expérience a révélé une augmentation de 40 % de la productivité, attribuée à des réunions plus courtes et des processus de travail optimisés. La meilleure gestion du temps a permis aux employés de se concentrer sur des tâches à forte valeur ajoutée.

Cette augmentation de productivité s'explique par plusieurs facteurs :

-Une meilleure concentration : les employés sont moins fatigués et plus engagés pendant les heures de travail.

-Une réduction du présentéisme : au lieu de rester au bureau par obligation, les employés se concentrent sur leurs tâches essentielles.

-Une diminution des distractions : des journées plus courtes incitent à maximiser l'efficacité pour terminer dans les délais impartis.

2.2. Réduction des coûts liés au présentéisme et à l'absentéisme

La semaine de 4 jours contribue également à réduire les coûts économiques associés à l'absentéisme et au présentéisme. Les employés travaillant moins subissent moins de stress et d'épuisement professionnel, ce qui se traduit par une **diminution notable des jours de congé maladie**. Ce qui permet une meilleure récupération physique et mentale, limite les problèmes de santé liés à la surcharge de travail. Mais également, de **réduire le stress chronique**, responsable d'un grand nombre d'arrêts maladie, grâce à un meilleur équilibre entre vie professionnelle et personnelle.

En parallèle, une meilleure qualité de vie favorise la rétention des talents, réduisant les coûts associés au recrutement et à la formation de nouveaux employés. Les entreprises qui expérimentent la semaine de 4 jours rapportent souvent un plus grand engagement de leurs collaborateurs, ce qui se traduit par une baisse du turnover.

2.3. Dynamisation de l'économie locale

L'un des effets indirects mais positifs de la semaine de 4 jours est l'impact sur l'économie locale. Avec plus de temps libre, les salariés ont davantage l'occasion de consommer dans des secteurs comme les loisirs, la restauration, ou le commerce.

Les week-ends prolongés encouragent la fréquentation des commerces locaux, des musées, et des lieux de divertissement. Ainsi, **les entreprises du secteur des services et du tourisme** bénéficient de cette **hausse de la consommation**.

Par ailleurs, le temps supplémentaire peut permettre également aux employés de s'investir dans des activités communautaires ou entrepreneuriales, créant ainsi de nouvelles opportunités économiques.

2.4. Impact environnemental et économique

La semaine de 4 jours a également des retombées positives sur l'environnement, ce qui se traduit par des économies tangibles :

D'abord une **réduction des trajets domicile-travail**, avec un jour de déplacement en moins par semaine, les entreprises et les employés réduisent leurs dépenses en carburant ou en transports en commun. Cela contribue également à la diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Ainsi qu'une **baisse des coûts énergétiques** pour les entreprises. Un jour de fermeture supplémentaire permet de réduire la consommation d'électricité, de chauffage ou de climatisation dans les bureaux. Ces économies, cumulées sur une année, peuvent représenter un avantage financier significatif, en particulier pour les grandes organisations.

3. Les défis économiques de la semaine de 4 jours.

3.1. Coût initial pour les entreprises

La mise en place d'une semaine de 4 jours peut représenter un défi financier, notamment pour les entreprises qui doivent adapter leur organisation :

-Adaptation des plannings et gestion des ressources humaines : Les entreprises doivent repenser leurs horaires et leurs processus pour éviter les perturbations de service ou les retards dans la production. Cela implique parfois de recruter des salariés supplémentaires, d'investir dans des outils de gestion avancés, ou de revoir les contrats de travail, ce qui peut engendrer des coûts significatifs à court terme.

-Inquiétudes des PME : Les petites et moyennes entreprises, qui disposent souvent de marges de manœuvre financière et organisationnelle limitées,

craignent de ne pas pouvoir compenser une éventuelle perte de temps de production. Contrairement aux grandes entreprises, elles n'ont pas toujours les ressources nécessaires pour absorber les coûts initiaux ou bénéficier immédiatement des gains en productivité.

Ces investissements, bien qu'essentiels pour la transition, peuvent représenter un obstacle très important, notamment pour les secteurs soumis à une forte pression concurrentielle ou à des cycles de production rigides.

3.2. Secteurs moins compatibles

La semaine de 4 jours n'est pas universellement applicable et pose des défis particuliers pour certains secteurs. Notamment, les secteurs de l'industrie et hôtellerie-restauration qui nécessitent souvent une présence physique continue pour assurer la production ou le service client. Réduire le temps de travail des employés tout en maintenant l'activité pourrait obliger les entreprises à embaucher plus de personnel, augmentant ainsi leurs coûts. Également, les secteurs d'urgence et de services essentiels, par exemple dans la santé, les transports ou la sécurité. Les horaires réduits peuvent engendrer des tensions sur les effectifs et impacter la qualité du service rendu.

Cette incompatibilité entre secteurs soulève également la question des inégalités : certains métiers, notamment ceux du tertiaire, bénéficient de la flexibilité offerte par la semaine de 4 jours, tandis que d'autres, souvent moins bien rémunérés, n'ont pas accès aux mêmes avantages.

3.3. Réduction du temps de travail et croissance économique

La question de l'impact d'une réduction du temps de travail sur la compétitivité économique reste controversée.

-Lien entre temps de travail et compétitivité : Certains économistes avancent que réduire le temps de travail peut diminuer la capacité d'une économie à produire des biens et services, surtout dans un contexte globalisé où les entreprises sont en concurrence directe avec des pays ayant des coûts de main-d'œuvre plus faibles.

-Risque pour les petites économies : Dans des économies en développement ou en transition, où les ressources et les infrastructures sont limitées, une réduction du temps de travail peut sembler incompatible avec les besoins de croissance rapide. Les entreprises locales pourraient avoir du mal à rivaliser face à des concurrents internationaux qui exploitent des horaires plus longs.

Les détracteurs soulignent également que, dans un contexte où les marges de profit sont déjà sous pression, imposer une semaine de 4 jours pourrait conduire certaines entreprises à réduire les salaires ou à

augmenter leurs prix, ce qui entraînerait des conséquences négatives sur le pouvoir d'achat des consommateurs et la stabilité économique.

4. Une approche économique à long terme.

4.1. Vers un modèle économique durable

La semaine de 4 jours s'inscrit dans une transition vers une économie plus durable, en phase avec des tendances comme l'**économie verte**, la **responsabilité sociale des entreprises (RSE)**, et l'**automatisation**. En réduisant l'empreinte carbone grâce à une diminution des trajets domicile-travail et une utilisation plus raisonnée des ressources, elle contribue à des objectifs écologiques. Également, la priorité donnée au bien-être des employés renforce l'adhésion des parties prenantes aux principes de durabilité et de responsabilité sociétale.

4.2. Investissement initial, bénéfices à long terme

Bien que la transition vers une semaine de 4 jours nécessite un investissement initial (réorganisation, formation, et adaptation), les **bénéfices économiques à long terme** sont nombreux. D'abord cela permet une **Fidélité accrue** des employés, une meilleure qualité de vie au travail réduit le turnover, limitant ainsi les coûts liés au recrutement et à la formation. Il y a ainsi, un renforcement de la **marque employeur**, les entreprises offrant des conditions de travail attractives ont tendance à gagner en visibilité et en compétitivité pour attirer les meilleurs talents [D. Chakraborty, S.B. Bhatnagar, 2022]. Ce qui mène indubitablement à une **augmentation de la productivité**. Des salariés moins stressés, plus motivés et plus concentrés produisent un travail de meilleure qualité en moins de temps.

4.3. Réduction des inégalités

Un autre bénéfice majeur de la semaine de 4 jours selon [H. Chung, 2022] est sa capacité à promouvoir une **répartition plus équitable des richesses et des opportunités**. Elle permet de rééquilibrer le temps de travail entre les individus, facilitant l'accès à l'emploi pour certains groupes, comme les jeunes ou les parents. Elle favorise entre autres, une meilleure répartition des tâches domestiques et familiales, souvent assumées de manière disproportionnée par les femmes.

Conclusion

La semaine de 4 jours, en réduisant le temps de travail sans perte de salaire, offre des perspectives intéressantes, tant sur le plan économique que social. Ses **impacts positifs** incluent une augmentation de la productivité, une réduction des coûts liés au stress et à l'absentéisme, ainsi qu'une dynamisation de l'économie locale. De plus, elle favorise des modèles de travail plus durables, en phase avec les enjeux environnementaux et sociétaux contemporains. Cependant, elle soulève aussi

des **défis économiques**, notamment en termes de coûts initiaux pour les entreprises, d'adaptation des modèles organisationnels, et de compatibilité avec certains secteurs, comme l'industrie ou la restauration.

Ces avantages et inconvénients soulignent l'importance d'une **transition progressive** et d'une approche sectorielle. Adapter la semaine de 4 jours aux réalités spécifiques des entreprises et des secteurs d'activité est essentiel pour garantir son succès. Des politiques publiques et des incitations pourraient jouer un rôle clé dans cet accompagnement, en réduisant les risques pour les entreprises, notamment les PME.

Enfin, une question demeure : **et si les gains de productivité générés par l'innovation et les modèles de travail plus efficaces et durables allaient encore plus loin ? Pourrait-on envisager un futur où le travail humain deviendrait si optimisé que tout le monde n'aurait plus besoin de travailler autant, permettant une redéfinition complète du rôle du travail dans nos sociétés ?**

Nous le constatons déjà avec l'arrivée massive de l'IA générative, qui révolutionne de nombreux secteurs en automatisant des tâches auparavant réalisées par des humains. Une telle perspective, bien que lointaine, ouvre donc un débat passionnant sur l'avenir de nos économies, de nos modes de vie et sur la place qu'occupera le travail dans une société où la productivité serait de plus en plus assurée par des technologies avancées.





OBSERVATOIRE DE LA FACULTÉ
D'ÉCONOMIE DE MONTPELLIER



REJOIGNEZ L'OFEM POUR PARTICIPER AUX PROCHAINES ÉDITIONS DU
JOURNAL, AINSI QU'AUX NOMBREUX AUTRES ÉVÈNEMENTS DE
L'ASSOCIATION.



LES AUTRES ASSOCIATIONS DE LA FAC

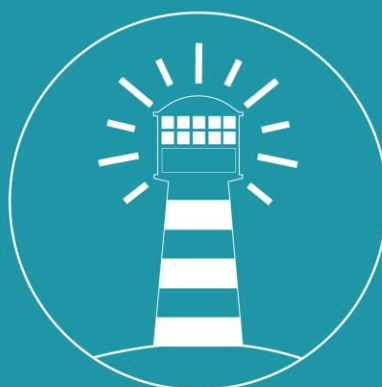


LE BUREAU DES ÉTUDIANTS D'ÉCONOMIE DE MONTPELLIER EST UNE ASSOCIATION CRÉE EN 2020 AYANT POUR BUT D'AMÉLIORER LA VIE ÉTUDIANTE AU SEIN DE LA FACULTÉ.

DES ÉLÈVES BÉNÉVOLES ORGANISENT DES ÉVÈNEMENTS, PAR EXEMPLE DES SOIRÉES, MAIS AUSSI D'AUTRES ACTIVITÉS PERMETTANT AUX ÉTUDIANTS DE S'ÉPANOUIR PLEINEMENT. LE BDE EST LE LIANT ENTRE VIE SOCIALE ET ÉTUDES, IL TE PERMETTRA DE RENCONTRER ET PARTAGER AVEC LE PLUS GRAND NOMBRE.



NOTRE ASSOCIATION DÉFEND L'INTÉRÊT DES ÉTUDIANTS D'ÉCONOMIE DE MONTPELLIER PAR L'INTERMÉDIAIRE DE SES ÉTUDIANTS ÉLUS AU CONSEIL D'UFR EN PROPOSANT DES ACTIONS CONCRÈTES VISANT À OFFRIR PLUS D'OPPORTUNITÉS AUX ÉTUDIANTS ET À AMÉLIORER NOS CONDITIONS D'ÉTUDES.





UNIVERSITÉ DE
MONTPELLIER



FACULTÉ
D'ÉCONOMIE
Université de Montpellier

2025